
De : ABECASSIS Adrien
Envoyé : dimanche 3 mai 2015 23:11
À : VALLAUD Boris
Objet : Réflexions papier 2 ans

Salut Boris,

Je mets enfin par écrit quelques réflexions partant de ton papier sur les priorités des deux années à venir.

1. En 2012, les Français voulaient le changement. Ils le veulent toujours aujourd'hui. Et le voudront encore en 2017. Cette demande de changement est multiple ; dans ce cadre peuvent résonner les transitions :

- c'est un changement pour remettre le pays en marche, recréer de l'emploi, sortir de la situation d'urgence. Cette demande est naturellement la plus massive, et surplombe tout le reste.

La transition économique et industrielle en est un moyen. L'innovation et le numérique en particulier peuvent crédibiliser la démarche en montrant que nous avons des idées nouvelles, qui sortent de ce qui est ressassé depuis des années (le discours trop classique, pour l'opinion, a fait la preuve de son échec). L'objectif premier de tout ce que l'on pourra faire sur ce plan, aux yeux des Français, reste l'emploi (y compris l'avance économique, qui davantage que la fierté a pour principal intérêt de s'assurer contre un nouveau manque d'emploi demain).

Le sentiment qui domine encore aujourd'hui est celui de tomber. Tant que l'on n'aura pas montré, d'abord, que l'on a stoppé la chute, nous ne parviendrons pas à faire en sorte que les gens relèvent le nez pour regarder l'avenir.

- c'est aussi un changement pour déverrouiller le système, mettre fin aux rentes, aux murs auxquels on se heurte sans cesse, aux plafonds de verre, à tout ce qui empêche de croire que l'avenir peut être meilleur que le passé.

Il faut combattre tout ce qui construit, jour après jour, la certitude que les bonnes places, les opportunités, l'argent etc. est capté par quelques uns qui ne le lâcheront jamais, et que le mieux que l'on puisse espérer est d'en récupérer quelques miettes. Comment croire dans ces conditions à un parcours de vie enviable ? Comment penser une trajectoire pour soi même ou ses enfants qui donnerait un tant soit peu confiance en l'avenir ? Et finalement, si tout paraît verrouillé et que personne ne semble se battre contre cet état de fait, à quoi bon rester dans ce pays ?

Toutes les mesures sur la "transition sociale" résonnent avec cela. Il faut répondre (tu le dis un moment) à une double demande d'opportunités et de protection. Opportunités pour permettre de réaliser ses aspirations, faire en sorte qu'elles ne soient plus vues comme des projets inaccessibles pour cause de société bloquée. Mais aussi protection car, dans le contexte de crise, un tiens vaudra toujours mieux que deux tu l'auras. L'élan "aspirationnel" est sans cesse brisé par la peur de se casser la figure et la certitude qu'il sera alors quasi-impossible de se relever. C'est ce qui bloque la mobilité (pourtant vue comme plutôt positive, si elle n'était pas aussi risquée), c'est ce qui freine les réformes (les insiders ont trop peur de perdre non par égoïsme, mais parce qu'ils craignent eux aussi de ne pas pouvoir se relever s'ils tombaient), etc. La peur de perdre ce que l'on a est bien plus forte aujourd'hui que l'impression que quelque chose peut être conquis.

Or nous avons, pour le moment, assez peu de discours audible sur les trajectoires de vie que chacun doit pouvoir se construire, et sur le couple opportunités / protection qui le permet. Le thème de la "transition" voit ce sujet depuis la superstructure (le système, qui doit évoluer). Les gens le regardent depuis leur quotidien : pourrais-je ou non me construire un avenir ? Nous pourrions résonner avec ce point de vue en reprenant un des thèmes de la campagne, délaissé depuis, la maîtrise de son destin. Ce pourrait être pour moi une tête de chapitre.

- c'est enfin un changement de système, une envie de "balayer la caste". La crise du politique est plus

profonde qu'elle n'a jamais été (ce que de nombreux indicateurs sur lesquels nous avons un historique sur plusieurs décennies montre bien). Les Français ne veulent plus de ce système, dont ils voient très bien ce qu'il leur coûte, mais plus ce qu'il leur rapporte. Ils aspirent au renouveau ; à mettre fin aux indécences, aux privilèges, à l'irresponsabilité, au sentiment de n'être jamais pris en compte ou d'être méprisé quand ils s'expriment, à ce qui est vécu comme des humiliations quotidiennes. Ils veulent de la considération, du respect, de la lucidité de la part de leur dirigeants.

Ils ne veulent pas des dirigeants "comme eux", ils veulent des dirigeants qui les comprennent, qui n'ignorent pas leurs craintes ou leurs angoisses (aussi dérangeantes soient-elles), en qui ils puissent reconnaître un porte-voix. C'est le cœur de la dynamique de Marine Le Pen aujourd'hui, fruit d'un changement très notable en quelques années : aujourd'hui, les classes populaires ne disent plus "je pense comme Marine Le Pen", ils disent "Marine Le Pen pense comme moi". C'est la seule qui leur paraît parler de la réalité qu'ils *constatent* tous les jours, et qui les trouble.

Le thème de la "transition politique" s'apparente donc plutôt à celui d'un "retour sur terre". La politique doit à nouveau faire la preuve de ses "basics" : qu'elle est utile (il y a un gros doute sur le sujet), qu'elle ne vit pas dans sa bulle (i.e. elle n'est pas un système qui tourne en rond et s'auto-entretient sur le dos du contribuable), qu'elle est capable d'avoir une prise sur le quotidien. Le doute sur ces questions la mine profondément.

2. Mais le changement ne concerne pas tout. La demande de changement se conjugue avec un besoin d'ordre, de réaffirmer ce qui doit rester intangible, de montrer ce qui peut encore nous faire tenir ensemble. La réponse à ces angoisses n'est pas facilement conciliable avec le thème de la transition (sinon une transition des pratiques pour en retrouver l'essence).

Il ne faudrait en tout état de cause ne pas balayer totalement le champ du retour en arrière, qui résonne trop avec le besoin de retrouver une société mieux ordonnée qui arrête de marcher sur la tête et arrête de faire n'importe quoi. Le changement, pour les Français, c'est aussi, sur certains sujets, la demande d'une "restauration" (de repères, de valeurs). Nous devons nous renouveler en restant fidèles à nous mêmes. Il faut pour cela sanctuariser l'essentiel et changer tout le reste.

Quel est cet essentiel ? Tout ce qui tourne autour de la République, du civisme, du commun. Pour la droite et des classes populaires, cela devient l'identité.

Là est le clivage politique principal des deux prochaines années (et sans doute davantage) : laisse-t-on la définition du périmètre idéal de la nation aux aléas de l'opinion et aux injonctions identitaires (qui ne peuvent que se durcir : qui exclure ?) ; ou montre-t-on que la République a encore les moyens de créer du commun (par la citoyenneté, l'éducation, l'apprentissage et le respect des règles, de façon coercitive s'il le faut), ces outils étant précisément ce qui lui permet de ne laisser personne s'octroyer le droit de décider qui mérite ou non de s'inscrire dans le cercle de la vie commune ?

3. Enfin, parce que les réflexes et les appartenances politiques n'ont pas disparus, il faudra davantage montrer dans les deux ans à venir pourquoi ce que l'on fait est de gauche. Là aussi, nos discours sont faibles : nous caractérisons rarement ce que l'on est (nos valeurs etc.) ; pour quoi l'on se bat (quel idéal) ; et quels sont nos adversaires (qui ne sont pas forcément des personnes, mais peuvent être des idées ou des états d'esprit : ceux qui ne croient pas en la France et en ses capacités, ceux qui voudraient rendre les armes et se recroqueviller derrière des frontières avant même d'avoir engagé le combat, les déclinistes et défaitistes de tout poil, ...).

4. J'en déduis en termes de séquençage de l'agenda et de façon de penser les déplacements :

- Tous ces champs seront indispensables en 2017. Il est donc nécessaire de tous les couvrir en même temps.

- Faut-il des séquences bien distinctes ? Pas nécessairement : les mesures de mémorisation de l'actualité chaque semaine montrent que l'opinion peut entendre plusieurs messages en même temps. Ou plutôt que chacun entend une portion de l'actualité, qui n'est jamais la même. L'essentiel est que, au bout de quelques mois, chacun ait pu entendre un bout de chaque message lui permettant de reconstituer la trame d'ensemble.

Cela suppose une grande cohérence et une capacité à tenir les messages dans le temps. Le bon dosage serait pour moi :

a/ chaque semaine, pour tisser la trame de fond :

- un ou deux messages d'action économique (i.e. les deux premiers tirets du 1. : traiter l'urgence ; et/ou permettre d'envisager à nouveau des parcours de vie).

Faire entendre l'action économique n'est pas forcément une annonce. Ce peut être des mots qui marquent ; un exemple (s'il ne s'agit pas simplement de "désigner" quelque chose d'extérieur qui fonctionne et dont le lien avec notre action n'est pas évident) ; ...

- un message sur la République, les valeurs, le commun. Le champ est ici large, qui permet d'alterner : un coup l'éducation, un coup l'intégration et la citoyenneté, un coup la cohésion, la laïcité etc.

Il y a une forte attente de ces messages, qu'il faut à chaque fois bien mettre en scène (les techniques de com dépassent mon domaine). Nous avons fait beaucoup de choses sur ce sujet depuis janvier mais peu ont été entendues par l'opinion, qui nous reproche aujourd'hui de ne pas avoir donné de suite aux chantiers ouverts après les attentats ; c'est un fil essentiel, à ne pas perdre.

b/ sur cette base hebdomadaire à jet continu, rajouter des axes spécifiques qui peuvent "colorer" la période des séquences de 2-3 semaines (temps nécessaire pour que des messages imprègnent) : la jeunesse, l'environnement, le renouvellement des pratiques politiques, ...

c/ enfin chaque quinzaine, veiller à envoyer au moins un trait de posture :

- de verticalité : montrer la décision, l'autorité, la capacité à trancher sans faiblir (bon exemple cette semaine de la mise en scène du conseil de défense) ;

- d'horizontalité : proximité, écoute, lien direct avec les Français etc.

L'image personnelle du Président sera en effet aussi déterminante que la politique suivie en 2017.

Si nous parvenons à faire rentrer l'agenda dans ce cahier des charges (plutôt lache), nous aurons déjà je crois gagné quelque chose en termes d'audibilité et de cohérence perçue de notre action.

Voilà l'essentiel de mes réflexions à ce stade. A ta disposition pour poursuivre la discussion ! :-)

Amitiés,

Adrien